# mobilisation

no 3



La revue Mobilisation est une publication du F.L.P. (Front de Libération Populaire) elle a pour but de favoriser le débat politique chez les militants révolutionnaires; elle demeure ouverte à tous les révolutionnaires québécois qui veulent participer à ce débat.

La première partie de cet article contenait une critique du mouvement étudiant dans l'année passée, et exprimait le besoin d'un mouvement et d'une stratégie cohérente. Elle discutait aussi d'un programme politique avec un contenu radical permettant une stratégie offensive pour l'année suivante. En ce qui concerne le programme, la première partie a conclu disant:

..."L'université doit changer de côté dans cette société divisée structurellement: elle doit devenir une université critique et populaire, qui travaille à des transformations sociales."

# PROGRAMME POUR LE mouvement étudiant

Une telle conception de l'université (ou du CEGEP) critique et populaire doit se concrétiser en un nombre d'exigences précises ou de propositions alternatives représentant un programme de transition pour lequel se battre. Il doit être combiné à des exigences matérielles de démocratisation dans une perspective générale et à des exigences précises aux niveaux de l'université entière, des facultés et des départements. Le temps des combats sur un seul point précis et des batailles défensives est passé.

Je donnerai plus loin dans cet article des exemples concrets d'un tel programme, mais je voudrais juste mentionner que ce que je viens de dire plus haut représente une perspective générale qui doit être appliquée dans des cas particuliers; qu'en représentant, par exemple, des contre-propositions pour la direction de l'université, nous ne pouvons pas nous soucier uniquement de son contrôle par les étudiants, mais nous devons aussi créer un plan qui rendrait l'université responsable envers les forces populaires - par exemple la demande d'un conseil élu de l'université composé pour un tiers d'étudiants, un tiers de professeurs et du personnel, et un tiers de représentants directs de la population (pas le gouvernement). De cette façon, nous pourrions intégrer l'optique de la démocratisation à celle de l'université critique.

Un tel mouvement doit toujours tenter d'accorder ses demandes aux besoins et aux combats actuels de groupes extérieurs, d'aller jusqu'au bout des conséquences pratiques de ses propositions particulières, et de créer des liens avec ces groupes.

En tous temps le mouvement doit exposer et démystifier les prétentions de neutralité politique ou de vérité "objective" de l'éducation universitaire. Il doit démontrer clairement ses caractères et ses allégeances de classe implicites ou explicites et il doit demander un renversement des critères, des priorités et des engagements.

Jusqu'à un certain point, cette conception ( programme et stratégie ) tient de ce qu'on pourrait appeler des " réformes révolutionnaires " ; c'est une lutte pour des réformes que le système ne peut satisfaire, des réformes qui mettent en cause ses critères, ses standards et son rôle social; c'est en même temps un combat qui révèle la véritable nature du système et la réalisation de certaines réformes ne peut élever le niveau du combat et exalter les espérances. Nous sommes loin d'une stratégie réformiste qui consiste à proposer des changements en harmonie avec le système et qui peuvent s'y intégrer. Quand elles sont utilisées par un groupe révolutionnaire, les alternatives proposées peuvent servir à dé-

mystifier le système et à élever continuellement le niveau du combat: elles peuvent aussi provoquer des réactions de la part des autorités, qui rendront plus identifiables leurs liens avec la classe dirigeante et leur nature répressive. De cette façon, de telles campagnes ont un but éducationnel important pour l'ensemble des étudiants. (Pris en elles-mêmes et utilisées par un groupe non-révolutionnaire, beaucoup de ces propositions deviennent facilement des réformes amenant l' intégration du mouvement dans une structure existante - ce n'est que dans le contexte d'une campagne offensive continuelle de la part d'un mouvement révolutionnaire qu'elles ont une signification radicale.)

En un sens, l'idée d'une université critique est une utopie - le système actuel ne peut pas la réaliser - seule une société socialiste le pourrait. Mais en tant que concept et programme concret qui exprime le besoin réel des étudiants et de la majorité de la société, elle peut aider à démystifier l'université/CEGEP et éduquer les étudiants en ce qui concerne son rôle véritable. De plus, elle représente un programme d'exigences de lutte à moyen terme qui mettent l'accent sur les relations-clé entre l'université et la société.

D'un autre côté, on peut considérer l' université critique comme une contre-institution qui développerait

des "bases rouges" au sein même de la société existante. Par exemple, quand certaines réformes sont réalisées et certains cours établis en tant que cours critiques contrôlés par des radicaux, ils peuvent servir de bases libérées et critiques en continuelle expansion. De tels cours, séminaires et projets de recherche peuvent produire des travaux intellectuels importants, être liés aux combats populaires et aux mouvements de gauche existants, et servir aussi à radicaliser et à éduquer des étudiants et des cadres de gauche.

De plus, une institution ( comme pourrait en créer le FLP ou le MSP ) peut créer, extérieurement, une idée approximative de l' université critique - une institution d'éducation et de recherche qui sert et éduque les militants de gauche et qui travaille de concert avec des bases critiques existant dans les CEGEPS et les universités. Il ne faudrait pas que cette institution devienne une "université libre", mais il faudrait plutôt la considérer comme un centre radical lié au mouvement politique actuel et engagé dans la lutte des classes.

Aussi, l' université critique est un concept idéal, un programme de combat et une institution existante qui se développe à l' intérieur et à l'extérieur des universités et des CEGEPS.

## LA SPECIFICITE DES CEGEPS

Une stratégie ou un programme radical ne peut pas être considéré dans l'abstrait - il doit correspondre aux besoins d'une situation particulière à un moment donné. Il doit être le moyen de faire avancer le combat à partir d'un point. La conception d'une université critique (ou université populaire a été développée historiquement en relation avec les universités (le SDS allemand), et les paragraphes ci-dessus se réfèrent surtout aux universités. Mais au Québec, en ce moment, c'est dans les CEGEPS que se trouve concentré le mouvement étudiant. Comment l'analyse qui précède est-elle en relation avec la situation particulière des CEGEPS ?

## POUR UN CEGEP CRITIQUE ET POPULAIRE

On pense que la structure particulière des CEGEPS, et surtout leurs relations avec le gouvernement et l'économie du Québec en ce moment, amènent plus facilement les étudiants à comprendre le caractère de classe de l'éducation supérieure et le rôle des CEGEPS dans la société, et rend plus directement pertinent un programme centré sur le CEGEP critique et le CEGEP populaire.

Le point important est le fait que , par nature même, le CEGEP ne permet aucune mystification: ils ont

été explicitement créés en tant que partie d'un plan gouvernemental pour un système éducationnel mieux en accord avec les besoins d'une économie capitaliste moderne en développement (on a besoin de plus de scientifiques, d'ingénieurs, etc...et de moins d'humanistes, d'avocats, etc...). Le CEGEP est une institution directement contrôlée par l'Etat, et celui-ci a été explicite en ce qui concerne ses fonctions principales (par exemple un centre de formation professionnelle). De plus , les plans gouvernementaux pour une canalisation académique et professionnelle représentent dans sa forme la plus crue un mécanisme de sélection élitiste pour les jeunes calculé pour correspondre aux besoins de main-d'oeuvre et de profit de l'économie capitaliste plutôt qu'aux besoins et désirs réels des étudiants. Il est rare de trouver une application si évidente des critères capitalistes utilitaires dans la structuration de l'éducation supérieure.

L'organisation et la structure des CEGEPS est en relation directe avec les besoins des corporations québécoises et de l'état capitaliste. Le lien entre les CEGEPS et la société est donc créé pour les étudiants - et il ne faut pas être sociologue professionnel pour se rendre compte que l'étudiant et son éducation sont contrôlés pour correspondre aux besoins de profit et de capital en général. Contrairement aux universités, les CEGEPS ont une relation directe et

immédiate avec les besoins de l'économie capitaliste, les désirs du gouvernement et des chefs de corporations.

La réalité du CEGEP démontre à l'étudiant les relations directes entre la classe dirigeante et l'université/CEGEP. - Ils n'ont pas besoin de leaders radicaux et de théoriciens pour leur apprendre ça. C'est ce qui fait que l'on trouve beaucoup moins de mystifications bourgeoises-libérales parmi les étudiants des CEGEPS que parmi les étudiants d'université; très peu d'entre eux ont encore l'illusion que ses CEGEPS sont ou peuvent devenir des "communautés de diplômés" neutres ou des "structures pluralistes". ( Il est intéressant de noter ici qu'en parlant d'une " université critique " à plusieurs CEGEPS je n'ai jamais entendu, sauf de la part des professeurs, les mêmes questions stupides sur le pluralisme-libéral de l'enseignement universitaire qui sont toujours d'actualité chez les professeurs et étudiants universitaires.)

Les formes et les structures particulières des CEGEPS, en plus de provoquer une analyse radicale du rôle des CEGEPS dans la société et de leur relation avec le système capitaliste, tendent aussi plus facilement à provoquer une conscience et une action politiques. - Les CEGEPS sont des institutions contrôlées par l'Etat, tandis que les universités ont une relation moins directe avec lui.

(Les premières actions des CEGEPS, en octobre, étaient dirigées contre les politiques gouvernementales.)

Il y a d'autres facteurs ou aspects des CEGEPS (sa structure particulière) qui se combinent avec ceux mentionnés ci-haut pour faire des étudiants des CEGEPS un élément plus explosif et politiquement radical.

Les CEGEPS représentent un type de développement inégal et combiné dans le système d'éducation supérieure au Québec. D'une certaine façon les CEGEPS sont une forme extrêmement moderne d'institutions d'enseignement néo-capitaliste (centres de formation professionnelle et canalisation) et héritent en plus de la tradition de l'Eglise catholique québécoise dans l'enseignement. Les caractéristiques autoritaires de l' éducation catholique et de l'Eglise ont été importées dans les CEGEPS par la voie d'administrateurs cléricaux aux attitudes et règlements répressifs. Leur extrémisme et leur bêtise dans l'utilisation des méthodes répressives dépassent de beaucoup celui qui existe dans les universités québécoises et nord-américaines. (On n'a qu'à comparer la situation de Maisonneuve ou de d'autres CEGEPS du même genre à celle de Mc Gill: l'administration de l'université Mc Gill a seulement essayé de congédier un professeur radical après qu'il eut interrompu avec des étudiants une série de réunions

des gouverneurs, et de plus, ils ne l'ont même pas congédié masi seulement soumis au verdict d'un tribunal d'arbitrage composé de professeurs de l'extérieur choisis simultanément par lui et l'administration. Cette supposée façade d'impartialité et de procédure académique n'a même pas été utilisée dans la répression massive d'avril contre certains professeurs et étudiants radicaux de CEGEP.)

Les deux facteurs précédents contribuent à la création de maisons d'enseignement nettement anti-démocratiques et un système d'éducation très peu libéral. C'est en partie pour répondre à cela, que les étudiants de CEGEP se sont révoltés avec plus de force et de militantisme que les universitaires. Mais c'est aussi bien sûr, à cause de leur situation matérielle très précaire - très peu de place à l'université, peu de chance d'obtenir un bon travail dans l'économie québécoise actuelle, peu de matériel d'éducation, etc.

Tous ces facteurs, combinés avec leur jeune âge, des espoirs plus lointains, une composision sociale venant majoritairement de la classe des travailleurs et moins d'isolement de la société avec les universitaires ont engendré une crise aigue où les plus militants, les plus actifs, radicaux et politiquement avancés sont concentrés dans les CEGEPS.

D'une certaine manière, la situation est ici comparable à celle des

collèges d'Etat américains et des " community colleges " qui sont plus militants et plus actifs que les universités de la classe bourgeoise. (Le meilleur exemple reste ici les luttes violentes au collège d'Etat de San Francisco et dans les collèges de la ville de New York.) C'est une règle générale pour l'Amérique, que les secteurs de la jeunesse les plus militants et les plus avancés se trouvent dans les collèges et les écoles secondaires plutôt que dans les universités.

En relation avec les ébauches antérieures sur un programme, il ressort que les étudiants des CEGEPS sont placés dans une situation ou les relations entre les CEGEPS et l'Establishment sont très claires pour eux. (Ce type de relation est direct et immédiat et se retrouve dans les institutions les plus répressives.) Situation dans laquelle ils comprennent facilement le rôle social des CEGEPS et la nature de l'éducation bourgeoise et où l'acquisition d'une conscience politique est facilitée. De là, les conditions sont posées pour l'élaboration d'une stratégie radicale qui s'attaquera aux liens cruciaux entre les institutions d'éducation et les intérêts bourgeois: une stratégie concentrée sur le rencersement de ces liens et le développement d'une orientation critique, populaire et radicale; un programme qui exigerait que les CEGEPS répondent aux besoins et désirs des étudiants et de la ma-

jorité de la population plus qu'à ceux du Capital ou des dictats de l'-Etat.

Une visée " Pouvoir étudiant/Démocratisation ", ou des actions contre l' autorité, ou des revendications corporatistes limitées au gouvernement ne correspondant en aucune façon aux besoins de la situation, se situent au dessous du niveau de conscience des étudiants à l'heure actuelle. Il n'est pas dans notre but d'expliquer en détail un programme d'action et de demandes pour les comités particuliers ou un mouvement national futur, mais nous pouvons discuter à partir de quelques exemples et parler de certaines lignes générales d'une stratégie offensive.

À Maisonneuve, les autorités essaient d'instaurer des cours pour policiers - les étudiants peuvent exiger que le projet soit cancellé et remplacé par un entraînement pour organisateurs syndicaux ou que les places soient prises par des étudiants de la classe ouvrière n'ayant pas les qualifications formelles demandées par les standards officiels, ou encore que des cours sur la lutte contre la police et la répression légale soient établis avec des professeurs radicaux choisis par les étudiants et le personnel. Des exigences semblables peuvent être faites au Département de criminologie de l'Université de Montréal.

* Plusieurs projets de recherche étudiants peuvent être très liés aux besoins d'une lutte de locataires, d'une grève, d'un projet de syndicalisation ou des activités d'un comité de citoyens ou d'un comité ouvrier.

Le travail théorique devrait toujours être relié à la réalité et mener à l'action. Dans les universités les étudiants peuvent se concentrer sur l'analyse de certains projets de recherche ou instituts de recherche au service des compagnies ou du gouvernement, demander leur abolition et les remplacer par des projets progressistes.

* Les conseils universitaires et de CEGEP devraient être confrontés à des groupes qui exigent qu'ils prennent des positions politiques claires, en appuyant des grèves, ou en s'opposant à des politiques gouvernementales pré cises (par exemple l'éducation, les lois sur les langues officielles ou les propositions sur la législation du travail), c'est-à-dire toutes les controverses actuelles ; abolissant toutes les institutions et facultés spécifiquement au service de la classe dirigeante, les facultés de commerce et d'administration dans les universités, etc...

* Autant la planification à long terme par le gouvernement et les intérêts privés devient une caractéristique spécifique du néO-capitalisme, autant les universités se doivent de mettre sur pied, avec les citoyens

et les travailleurs impliqués, des propositions s'opposant aux plans des capitalistes, basées sur la satisfaction des besoins de l'homme et non sur la rentabilité maximum et sur l'exploitation.

Par exemple, Concordia vient tout juste d'annoncer son intention de détruire le secteur du Parc Milton, pour y construire un complexe commercial de haute qualité. Les étudiants travaillent avec le Comité du Parc Milton, pour échafauder un plan, dans le but de réaliser un meilleur et plus joli centre résidentiel, rejoignant ainsi les aspirations des locataires plutôt que les projets de Concordia. Une campagne politique en faveur de ce plan donnera plus de résul tats qu'une simple manifestation et aidera à créer des liens plus étroits entre les étudiants et les habitants du quartier.

Dans le conflit opposant les employés de la Vickers à leurs patrons, les étudiants, en collaboration avec la CSN, peuvent suggérer un plan pour développer une indistrie maritime québécoise nationalisée et autogérée.

Lors de batailles dans les universités et CEGEP, il est préférable de ne pas être négatif et de proposer des alternatives: la réponse doit révéler la vraie nature des autorités et leur collusion politique; elle doit démontrer l'incompatibilité du système avec les besoins légitimes de la population et des étudiants. D'autre part, les actions qu'entrainent ces réponses provoquent la répression

et dévoilent encore plus clairement la nature de l'état bourgeois depuis que celui-ci doit employer des mesures coercitives pour supprimer les programmes en faveur des masses.

Les comités d' action étudiants doivent développer, comme élément de stratégie, des programmes intégrés sur une série de questions - combinant démocratisation et revendications matérielles à des exigences de types mentionnés plus haut. Les liens de toutes ces exigences doivent être clairement montrés, pouvoir étudiant et demandes matérielles doivent être placés dans le contexte d'un programme radical global exigeant des CEGEPS et universités critiques et populaires au service des étudiants et du corps professoral, et engagé dans la lutte de classes de façon progressiste. Ce type de programme constitue la base d'une offensive et d'unc escalade dont les étudiants possèdent l'initiative.

Pourtant, l'université et les CEGEPS critiques-populaires signifient plus qu'un programme de combat; des gains réels et concrets peuvent être gagnés et utilisés, par exemple quand des professeurs radicaux sont engagés, quand des cours et des séminaires sont contrôlés par les radicaux; ils peuvent devenir des centres subversifs d'éducation et de recherche révolutaionnaires, s'allier à des groupes extérieurs et mener à l'action.

Ces centres se développant dans les institutions existantes peuvent s'unir à des institutions créées par le mouvement, par exemple dispenser une éducation politique aux cadres, faire de la recherche historique pour redonner aux masses une conscience populaire du courant révolutionnaire passé au Québec, celui-ci ayant été liquidé ou dénaturé par les textes historiques officiels. Avocats, médecins et ingénieurs peuvent se regrouper autour de telles institutions, apporter leur aide technique au mouvement et utiliser leurs talents didactiques à des fins révolutionnaires plutôt que de les prostituer pour l'Establishment. Ils peuvent démystifier l'idéologie officielle et développer autant des alternatives de théories sociales que des stratégies révolutionnaires. Tout ceci en collaboration avec les mouvements socio-politiques existants.

Enfin, il faut souligner qu'une telle stratégie et qu'un tel programme suggèrent des formes possibles d'alliance travailleurs - étudiants. Les modèles actuels d'ententes entre les bureaucraties étudiantes et ouvrières et la création prématurée de petites sectes "avant-gardistes" pour mener étudiants et travailleurs sont complètement inadéquats. D' autres perspectives telle que la révolte étudiante jouant le rôle de détonnateur de la révolte ouvrière par "l'action exemplaire" dans le sens de

mai '68 en France et telle que l'appui concret des étudiants aux grèves ouvrières sont plus réalistes. Mais il peut aussi s'avérer fructueux d'adopter la perspective suivante: dans les CEGEPS et universités, les étudiants font des revendications directement applicables et reliées aux intérêts des travailleurs et à leurs luttes - "pour que les CEGEPS et les universités servent les travailleurs" - autant que le mouvement étudiant, en tant que mouvement, travaille pour et avec ces groupes. Cette stratégie permet une alliance par la pratique, unissant les deux combats qui, jusqu'ici, n'ont pas été liés.

La perspective tracée plus haut ne constitue que des suggestions et propositions pour une ligne générale de programme et de stratégie offensive pour le mouvement étudiant . Les points généraux doivent être concrétisés et appliqués à des situations particulières, le tout vérifié dans l'action, reformulé et révisé à travers l'expérience. De plus, elle est mise de l'avant seulement comme une stratégie pour faire avancer le contenu de la lutte étudiante actuelle, en aucun cas elle doit être vue comme une alternative remplaçant une organisation politique nationale et des campagnes générales sur des questions nationales et politiques, toutes étant nécessaires.


on est
tanné!
pour favoriser
la st-jacques
on est
tanné!

Les termes "nationalisme et lutte de classes" sont objectivement contradictoires. En effet, le nationalisme est avant tout l'expression d'une volonté d'émancipation et d'auto-détermination d'un groupe social qui laisse de côté toute destruction de classes. L'indépendance ou la souveraineté d'un état n'inclut pas nécessairement la prise du pouvoir par une classe en particulier, mais beaucoup plus par la cohésion de plusieurs éléments de différentes classes, éléments qui ont compris que le pouvoir politique et économique est inéfficace et bâtard lorsqu'il échappe aux autochtones, aux habitants de la nation. La plupart du temps, du moins jusqu'ici, l'histoire l'a bien démontré, le pouvoir politique national a été construit et achevé par une combinaison des éléments bourgeois et prolétaires les plus avancés; bourgeoisie industrielle et ouvriers spécialisés(artisans à l'époque). Ceci se vérifie particulièrement pour les révolutions nationales du XIXe siècle. Dans leur lutte pour l'indépendance nationale, ces pays ont formé des fronts

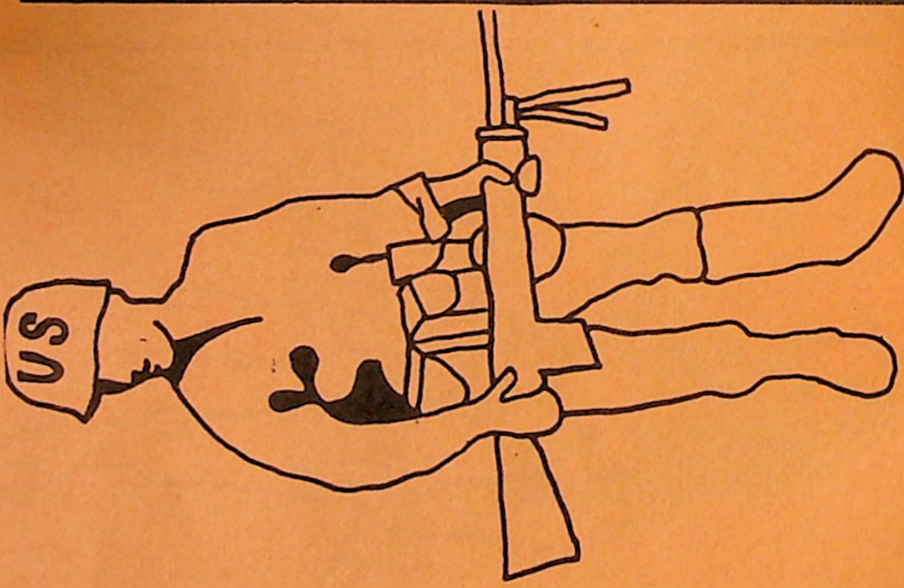


communs en vue d'abattre l'ennemi: Garibaldi et Cavour en Italie, Bismarck et les intellectuels allemands, les notables et propriétaires terriens hongrois, les ouvriers et les banquiers français, etc...

Evidemment on comprend que ces alliances tactiques en vue de renforcer l'opposition ne peuvent exister une fois l'indépendance acquise ou le pouvoir conquis. Partout les alliances se brisèrent lorsque la bourgeoisie au pouvoir montra son vrai visage; elle avait fait la révolution à son profit et avait utilisé les masses laborieuses pour les batailles électorales et les émeutes de rue. Dans ces gouvernements d'après 1848, on ne retrouve pas d'ouvriers au pouvoir ou s'il y en a on leur donne un petit ministère insignifiant jusqu'à ce qu'ils soient éliminés.

Ceci se comprend facilement: les objectifs de la classe ouvrière sont diamétralement opposés à ceux de la bourgeoisie qui vit du travail des prolétaires.

Si le "nationalisme et la lutte des classes" sont contradictoires en principe il faut admettre que là

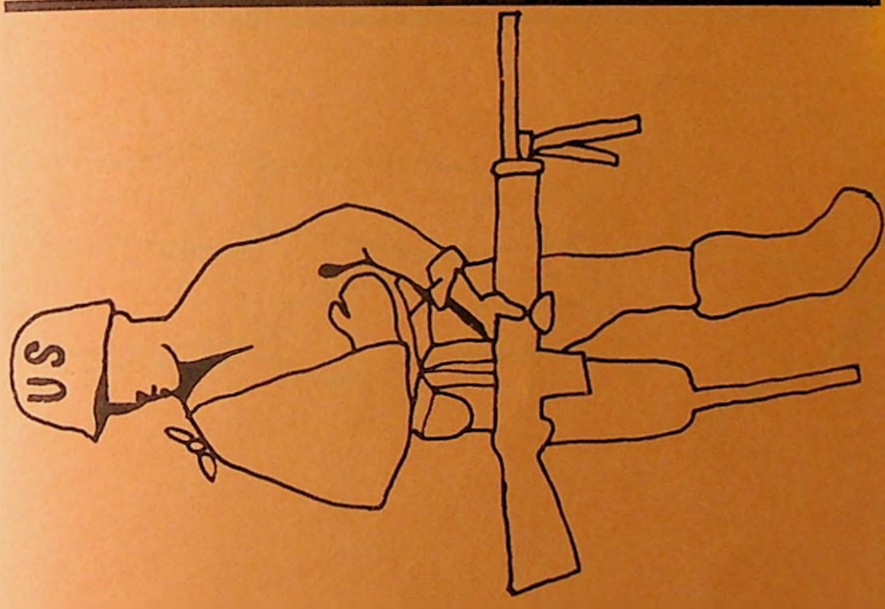


où il existe un pouvoir usurpateur, étranger, il est nécessaire de l'abolir avant de songer à une prise de pouvoir par les travailleurs.

Là où il n'existe pas de classe bourgeoise nationale il est peut-être possible que le pouvoir étranger fasse place après sa disparition à un pouvoir socialiste, où l'état contrôle avec l'appui des travailleurs, la production nationale et les destinées politiques: mais cela peut se faire, si les forces de la résistance ont déjà des cadres bien formés, prêts à prendre la relève. Ce problème apparait particulièrement en Afrique noire actuellement.

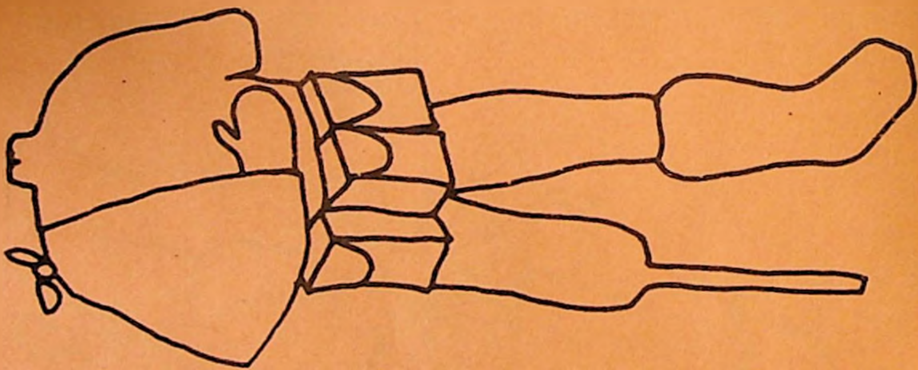
Le Québec représente un cas-type où la révolution prolétarienne passe par l' indépendance nationale, qu'on le veuille ou non.

L'indépendance nationale va se faire au Québec: nous ne pouvons plus en douter, les progrès constants du Parti-Québécois et la monté d'une grande bourgeoisie québécoise en sont les preuves irréfutables.



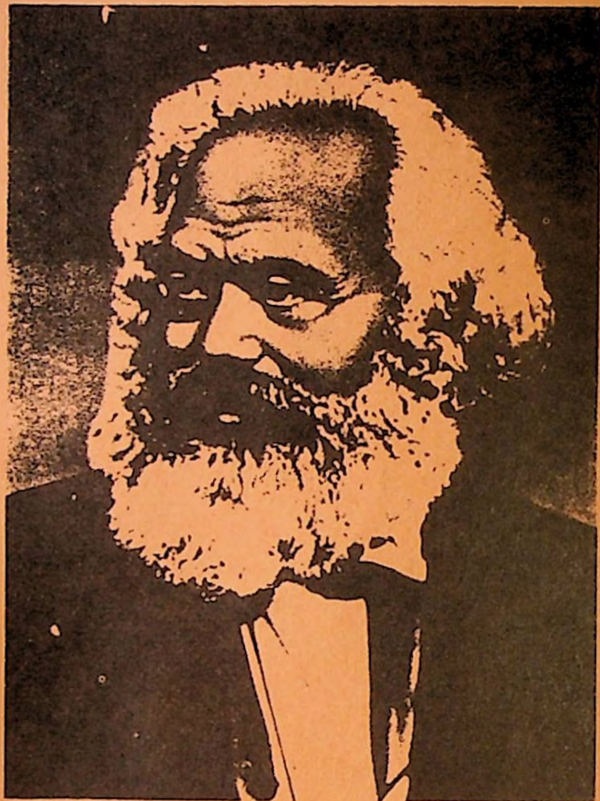
Les indépendantistes se recrutent dans tous les milieux, plus précisément dans toutes les classes de la société québécoise. Et l'accent pacifique et tranquille de cette indépendance ne fait que mettre en relief "le bon ententisme" de ce changement politique fondamental. Le P.Q. vise à une indépendance politique qui permettrait à la bourgeoisie industrielle et à la technocratie moderne de régler l'avenir du Québec d'après le désir d'un néo-capitalisme moderne, souple jusqu'à un certain point, capable de réformes socio-économiques tant qu' elles ne mettent pas en doute et en danger son existence, c'est à dire tant que les réformes ne touchent qu'une partie du système économique, la consommation. Et c'est à partir de là que la bourgeoisie nationale, de révolutionnaire devient réactionnaire.

Au Québec comme ailleurs, la bourgeoisie et les travailleurs vont faire ensemble l'indépendance politique; ils s'entendront sûrement sur un programme socio-économique qui ralliera les classes. Notre lut-



te ne sera pas terminée, loins de là. Nous devrons radicaliser nos luttes, et former de véritables militants de luttes de classe, prêts à se battre pour renverser ce nouveau pouvoir bourgeois facilement identifiable.

Si nous réussissons à inculquer dès maintenant aux travailleurs une conscience de classe véritable, la prise du pouvoir sera facilitée d'autant et ce n'est qu'à ce moment que nous pourrons être réellement indépendants et libres.



## sa pensée vit-elle au

*Karl Marx*

# québec

Septembre 1964: Pierre Vallières et Charles Gagnon lancent une revue politique qui n'aura pas longue vie; le dernier numéro paraîtra en avril 1965 Malgré sa courte histoire,"Révolution Québécoise" contient parmi les textes les plus importants jamais écrits sur la situation politique du Québec la lutte des classes et le nationalisme.

Nous allons essayer de retracer les éléments importants de la revue , ceux principalement qui valent encore pour aujourd'hui et qui peuvent nous servir dans l' orientation de notre action quotidienne.

L'IDEOLOGIE.

Insistant dans la présentation du premier numéro,sur la question de l'indépendance nationale , les auteurs réagissent contre ceux qui désirent qu' une indépendance de principe qu'une indépendance n'aboutissant à la mise en place d'une bourgeoisie et d'un capitalisme autochtone.

Après avoir écarter les hérésies socialistes(Suède,travaillisme britanique,N.P.D.canadien) , ils précisent le sens d' une révolution socialiste au Québec.

"Au Québec ,il s'agit ,au contraire, d'établir un socialisme véritable ,c'est à dire une nationalisation des grands moyens de production ,de distribution et de financement qui permette d'organiser rationnellement , au moyen d'une planification adéquate et obligatoire , les principaux secteurs de la production industrielle et agricole, dans le but d'abolir le chomâge ,les inégalités sociales et l'insécurité."

Définissant plus particulièrement le rôle de la revue ,nous retrouvons la volonté de créer un instrument de travail pour les militants et les futurs partis révolutionnaires , une revue de militants de lutte de classes.

"Cette revue sera un instrument de combat ... "Révolution Québécoise veut être en definitive , la conscience de classe de tous les travailleurs du Québec , intellectuels aussi bien que manuels,dans leur lutte pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme".

MARX REVIT AU QUEBEC.

Se situant en plein coeur de la tradition marxiste ,Vallières définit la bourgeoisie, québécoise ,explicite ses ten-

dances et ses prévilèges de classe et definit son devenir historique ,lié au capitalisme anglo-saxon du continent nord-américain ,toute cette analyse se situant au niveau de la lutte de la classe laborieuse contre cette bourgeoisie québécoise .Notre bourgeoisie est divisée sur les façons d'exploiterle peuple;fédéralistes associationistes et séparatistes.

De plus en plus notre bourgeoisie comprend que ,si elle veut conserver ses prévilèges ,elle doit obtenir en partie le pouvoir politique.

Les évènements des dernières années nous ont manifestement démontrer la montée de cette petite bourgeoisie autonomiste et sa volonté de respecter les structures sociales existantes IL ne s'agit nullement pour elle de favoriser la prise du pouvoir par les travailleurs mais bien de conserver l'initiative de l'affirmation nationale.

Pour les travailleurs ,le soutient à l' indépendance se définit comme suit:
"Mais soutenir le droit de séparation pour le Québec, ce n'est pas soutenir le nationalisme bourgeois qui s'y manifeste c'est se mettre à l'avant-gar-

de et faire passer dans l'effort de transformation de la société, un mot d'ordre qui empêche les opportunistes québécois de s'accommoder, aux dépens de la population, de certains arrangements discriminatoires avec le groupe majoritaire anglo-saxon".
La lutte des travailleurs va dans ce sens; l' indépendance véritable, c'est la prise du pouvoir par les salariés dont l'existence détermine celle du capitalisme.

Evidemment cette prise de pouvoir ne se fera pas du jour au lendemain. L'essentiel, c' est de s'organiser actuellement,de créer un parti révolutionnaire capable de conduire les travailleurs au combat d'abord et au pouvoir ensuite.

(SUITE AU PROCHAIN NUMERO)

MOBILISATION

abonnement 6 nos. $2.00

adr.

6280 39e ave.

apt 301

montréal

35¢

# mobilisation

SOMMAIRE